

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47784]

22 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités, la méthodologie générale ainsi que le modèle de rapport de la mission de contrôle spécifique, en application des articles 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, et 7, § 3, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, les articles 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, et 7, § 3 ;

Vu le « Test genre » du 29 avril 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 18 septembre 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 21 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 20 octobre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 74.707/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 23 octobre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la proposition de modèle de rapport de l'Inspectrice générale coordinatrice datée du 12 mai 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2^o « chef de service » : l'inspecteur général ou l'inspecteur coordonnateur qui dirige un des services visés à l'article 3, alinéa 3, du décret ;

3^o « la mission » : la mission de contrôle spécifique visée aux articles 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, et 7, § 3, du décret ;

4^o « inspecteur gestionnaire » : l'inspecteur coordonnateur ou son délégué qui, au sein du service, supervise la mission ;

5^o « inspecteur référent » : l'inspecteur qui coordonne la mission lorsqu'elle est menée par une équipe de plus de deux inspecteurs ;

6^o « le demandeur » : celui qui introduit la demande de mission auprès de la Cellule intermédiaire de coordination conformément aux articles 4, § 3, alinéa 5, 5, § 4 alinéa 5, 5, § 5, alinéa 3, 6, § 2, alinéa 5, et 7, § 3, alinéa 5, du décret ;

7^o « la cellule intermédiaire de coordination » : l'instance visée à l'article 1.6.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire.

Art. 2. Tout au long de l'exercice de la mission, l'inspecteur respecte les devoirs liés à sa fonction visés aux articles 35 à 41 du décret, en particulier, les principes d'objectivité, de transparence et d'indépendance.

Art. 3. Pour l'exécution de la mission, l'Inspecteur général coordonnateur désigne :

1^o un inspecteur gestionnaire au sein du Service général de l'Inspection pour la superviser ;

2^o un ou plusieurs inspecteurs sur proposition du chef de service pour l'exécuter ;

3^o un inspecteur référent, sur proposition du chef de service, lorsque la mission est menée en équipe.

Art. 4. L'inspecteur exécute la mission sous la responsabilité de l'Inspecteur général coordonnateur ou du chef de service dont il dépend hiérarchiquement et sous la supervision de l'inspecteur gestionnaire. Lorsque la mission est menée en équipe, elle est coordonnée par un inspecteur référent qui prend les contacts avec les personnes concernées, s'assure du respect des échéances, veille à la répartition des tâches en collaboration avec ses collègues et gère la rédaction du rapport.

Art. 5. Le mandat fixé par la Cellule intermédiaire de coordination précise :

1^o les manquements substantiels présumés, et le cas échéant, les enjeux ou faiblesses repérés ;

2^o l'origine de la demande ;

3^o l'organisation et/ou le niveau des études, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré ;

4^o la(es) personne(s) et/ou le pouvoir organisateur éventuellement concerné(s) ;

5^o la(es) école(s) de l'enseignement obligatoire, l'enseignement de promotion sociale, le(s) centre(s) psycho-médico-social(aux), l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning concerné(s), l'enseignement artistique ;

6^o le délai d'exécution de la mission ;

7^o la méthodologie spécifique à appliquer ;

8^o et, le cas échéant, la motivation quant à l'absence de notification préalable au pouvoir organisateur concerné de l'organisation de la mission et de son objet.

Le mandat est accompagné des pièces du dossier.

Art. 6. La mission se déroule en respectant les étapes suivantes :

1° réception du mandat et de la méthodologie spécifique sur base desquels la mission est réalisée ;

2° réception de l'ordre de mission par l'(les) inspecteur(s) désigné(s) conformément à l'article 3 ;

3° le cas échéant, envoi d'un courrier électronique avec accusé de réception visant à informer le directeur concerné et le pouvoir organisateur concerné par la mission de son objet et, en concertation avec celui-ci, du calendrier de la mission. A la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique, et dans l'intérêt des personnes ou de la mission, la mission n'est pas notifiée préalablement. Dans ce cas, ceci est motivé dans le mandat de la cellule intermédiaire de coordination ;

4° recueil des informations : l'inspecteur peut demander les documents administratifs et pédagogiques relatifs à l'objet de la mission, visiter les locaux, assister aux activités et échanger avec les personnes concernées pour accomplir sa mission ;

5° respect du droit à faire valoir son point de vue : dans le cadre de la mission, l'inspecteur veille au respect du droit à faire valoir leur point de vue par les parties concernées, conformément aux articles 4, § 3, alinéa 4, 5, § 4, alinéa 4, 5, § 5, alinéa 2, 6, § 2, alinéa 4, et 7, § 3, alinéa 4, du décret. Lorsque le manquement substantiel, ou le cas échéant, l'enjeu ou la faiblesse est confirmé par le projet de rapport, l'inspecteur informe par écrit le pouvoir organisateur. Le pouvoir organisateur dispose de dix jours ouvrables pour faire valoir ses remarques écrites à l'inspecteur ;

6° rédaction du rapport : l'inspecteur rédige le rapport dont le modèle figure en annexe du présent arrêté dans les quinze jours ouvrables qui suivent le dernier jour de la mission effectuée au sein de l'école, de l'établissement ou du centre psycho-médico-social ou dans l'enseignement de promotion sociale ou l'enseignement à distance ;

7° transmission du rapport : lorsque la demande de mission émane d'un des fonctionnaires généraux en charge d'une Direction générale, tels que visés aux articles 4, § 3, alinéa 5, 5, § 4, alinéa 5, 5, § 5, alinéa 3, 6, § 2, alinéa 5, et 7, § 3, alinéa 5, du décret, les documents originaux lui sont transmis par la voie hiérarchique et une copie en est transmise au pouvoir organisateur concerné.

Art. 7. Le modèle de rapport d'une mission de contrôle spécifique visé aux articles 4, § 3, alinéa 7, 5, § 4, alinéa 7, 6, § 2, alinéa 7, et 7, § 3, alinéa 7, du décret, est repris en annexe du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 novembre 2023.

Art. 9. Le Ministre de l'Éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion Sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2023 définissant les modalités, la méthodologie générale, ainsi que le modèle de rapport de la mission de contrôle spécifique, en application des articles 4, §3, 5, §4, 5, §5, 6, §2, et 7, §3, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Modèle de rapport de la mission de contrôle spécifique



ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE DU PILOTAGE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

RAPPORT D'UNE MISSION DE CONTRÔLE SPÉCIFIQUE

En référence aux articles 4, §3, 5, §4, 5, §5, 6, §2, et 7, §3
du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Référence SGI :

Date du mandat :

Service de l'Inspection concerné :

Inspecteur gestionnaire au sein du service :

Inspecteur(s) en charge de la mission :

Table des matières

1. INTRODUCTION :	2
2. MODALITÉS D'EXÉCUTION :	2
3. FAITS PRÉLEVÉS ET LEUR ANALYSE :	2
4. CONCLUSION :	2
5. RECOMMANDATIONS :	2
6. SIGNATURES :	3
7. ANNEXES :	3

1. INTRODUCTION :

1.1. Origine de la demande :

1.2. Objet :

1.3. Objectif :

1.4. Date de réception de l'ordre de mission :

1.5. Délai d'exécution de la mission :

2. MODALITÉS D'EXÉCUTION :

2.1. Calendrier :

- Date de la prise de contact :
- Dates des visites dans l'école/établissement/centre :
- Date de la dernière rencontre :

2.2. Modalités de collecte des informations :

3. FAITS PRÉLEVÉS ET LEUR ANALYSE :

4. CONCLUSION :

5. RECOMMANDATIONS :

6. SIGNATURES :

Date : Signature(s) de l'inspecteur(trice) /des inspecteurs(trices) :

Signature de l'Inspecteur(trice) général(e) coordonnateur(trice) :

Transmis au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement en date du :

Signature du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement :

Transmis au Pouvoir Organisateur en date du * :

Transmis au Gouvernement en date du *:

Remarques du Pouvoir Organisateur concernant le rapport :

En cas d'absences de suites à un rapport défavorable, motivation du Pouvoir Organisateur annexée au rapport : OUI - NON¹

Signature du Pouvoir Organisateur :

Transmis à l'inspecteur(trice) général(e) coordonnateur(trice) en date du :

Signature du fonctionnaire général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif :

Signature du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement en date du :

7. ANNEXES :

¹ Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2023 définissant les modalités, la méthodologie générale, ainsi que le modèle de rapport de la mission de contrôle spécifique, en application des articles 4, §3, 5, §4, 5, §5, 6, §2, et 7, §3, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Bruxelles, le 22 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Education,

Caroline DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/47784]

22 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels, de algemene methodologie alsook het model van verslag van de opdracht van specifieke controle met toepassing van de artikelen 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, en 7, § 3, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, de artikelen 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, en 7, § 3 ;

Gelet op de « gendertest » van 29 april 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 07 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité tussen de Regering en Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, gesloten op 18 september 2023 ;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen in het onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedures van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel die onder deze overheid ressorteren, gesloten op 21 juni 2023 ;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 20 oktober 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 74.707/2 ;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 23 oktober 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het voorstel tot model van verslag van de coördinerend inspecteur-generaal van 12 mei 2023 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst ;

2° « diensthoofd » : de Inspecteur-generaal of de coördinerend inspecteur die één van de diensten bedoeld in artikel 3, derde lid, van het decreet leidt ;

3° « de opdracht » : de opdracht van specifieke controle bedoeld in de artikelen 4, § 3, 5, § 4, 5, § 5, 6, § 2, en 7, § 3, van het decreet ;

4° « inspecteur-beheerder » : de coördinerend inspecteur of zijn afgevaardigde die binnen de dienst toezicht houdt op de opdracht ;

5° « referentie-inspecteur » : de inspecteur die de opdracht coördineert wanneer deze wordt uitgevoerd door een team van meer dan twee inspecteurs ;

6° « de aanvrager » : de persoon die het opdrachtverzoek indient bij de cel voor coördinatiebemiddeling overeenkomstig de artikelen 4, § 3, vijfde lid, 5, § 4 vijfde lid, 5, § 5, derde lid, 6, § 2, vijfde lid, en 7, § 3, vijfde lid, van het decreet ;

7° « de cel voor coördinatiebemiddeling » : de instantie bedoeld in artikel 1.6.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Art. 2. Tijdens de gehele uitoefening van de opdracht leeft de inspecteur de plichten na die verband houden met zijn functie bedoeld in de artikelen 35 tot 41 van het decreet, inzonderheid de beginselen van objectiviteit, transparantie en onafhankelijkheid.

Art. 3. Voor de uitvoering van de opdracht stelt de coördinerend inspecteur-generaal de volgende personen aan :

1° een inspecteur-beheerder binnen de algemene inspectiedienst om toezicht te houden op de opdracht ;

2° één of meerdere inspecteurs op voorstel van het diensthoofd om de opdracht uit te voeren ;

3° een referentie-inspecteur, op voorstel van het diensthoofd wanneer de opdracht in teamverband uitgevoerd wordt.

Art. 4. De inspecteur voert de opdracht uit onder de verantwoordelijkheid van de coördinerend inspecteur-generaal of van het diensthoofd van wie hij hiërarchisch afhangt en onder toezicht van de inspecteur-beheerder. Wanneer de opdracht in teamverband wordt uitgevoerd, wordt deze gecoördineerd door een referentie-inspecteur die contact legt met de betrokken personen, erop toeziet dat deadlines worden gehaald, in samenwerking met zijn collega's de taakverdeling verzorgt en leiding geeft aan het opstellen van het verslag.

Art. 5. Het mandaat vastgesteld door de cel voor coördinatiebemiddeling bepaalt :

1° de vermeende substantiële inbreuken en, in voorkomend geval, de vastgestelde problemen of zwakke punten ;

2° de oorsprong van de aanvraag ;

3° de organisatie en/of het studieniveau, wanneer een bepaalde zwakke punt of probleem is geïdentificeerd ;

4° de persoon (en) en/of de eventueel betrokken inrichtende macht ;

5° de school(en) van het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het (de) psycho-medisch-sociaal centrum (centra), het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap in e-learning, het kunstonderwijs ;

6° de uitvoeringstermijn van de opdracht ;

7° de specifieke methodologie die toegepast moet worden ;

8° en, in voorkomend geval, de redenen voor het ontbreken van voorafgaande kennisgeving aan de betrokken inrichtende macht over de organisatie van de opdracht en het doel ervan.

Het mandaat gaat vergezeld van de stukken van het dossier.

Art. 6. De opdracht wordt uitgevoerd door de volgende stappen na te leven :

1° ontvangst van het mandaat en de specifieke methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd ;

2° ontvangst van het opdrachtbevel door de inspecteur(s) aangesteld overeenkomstig artikel 3 ;

3° in voorkomend geval, het versturen van een e-mail met ontvangstbevestiging om de betrokken directeur en de inrichtende macht betrokken bij de opdracht op de hoogte te stellen van het doel ervan en, in overleg met laatstgenoemde, van het tijdschema van de opdracht. Op aanvraag van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene directie Leerplichtonderwijs of van de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang leren en Wetenschappelijk Onderzoek, en in het belang van de personen of van de opdracht, wordt de opdracht niet vooraf aangemeld. In dit geval wordt dit gemotiveerd in het mandaat van de cel voor coördinatiebemiddeling ;

4° verzamelen van informatie : de inspecteur kan administratieve en pedagogische documenten opvragen die verband houden met het doel van de opdracht, de lokalen bezoeken, activiteiten bijwonen en met de betrokkenen communiceren om zijn opdracht uit te voeren ;

5° naleving van het recht om zijn standpunt naar voren te brengen: in het kader van de missie zorgt de inspecteur voor de naleving van het recht om zijn standpunt naar voren te brengen door de betrokken partijen, overeenkomstig de artikelen 4, § 3, vierde lid, 5, § 4, vierde lid, 5, § 5, tweede lid, 6, § 2, vierde lid, en 7, § 3, vierde lid, van het decreet. Wanneer de substantiële inbreuk, of, indien van toepassing, het probleem of de zwakke punt wordt bevestigd door het ontwerp van verslag, brengt de inspecteur de inrichtende macht hiervan schriftelijk op de hoogte. De inrichtende macht beschikt over tien werkdagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan de inspecteur mee te delen ;

6° opstellen van het verslag : de inspecteur stelt het verslag op waarvan het model bijgevoegd wordt, binnen vijftien werkdagen volgend op de laatste dag van de opdracht uitgevoerd in de school, de inrichting of het psycho-medisch-sociaal centrum of in het onderwijs voor sociale promotie of het afstandsonderwijs ;

7° verzending van het verslag: wanneer het opdrachtverzoek afkomstig is van één van de ambtenaren-generaal belast met een algemene directie, zoals bedoeld in de artikelen 4, § 3, vijfde lid, 5, § 4, vijfde lid, 5, § 5, derde lid, 6, § 2, vijfde lid, en 7, § 3, vijfde lid, van het decreet, worden de originele documenten langs hiërarchische weg aan haar bezorgd en wordt een afschrift ervan aan de betrokken inrichtende macht verstuurd.

Art. 7. Het model van verslag van een opdracht van specifieke controle bedoeld in de artikelen 4, § 3, zevende lid, 5, § 4, zevende lid, 6, § 2, zevende lid, en 7, § 3, zevende lid, van het decreet, wordt opgenomen in bijlage bij dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 22 november 2023.

Art. 9. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/48140]

23 NOVEMBRE 2023. — Décret portant assentiment aux accords de coopération du 2 février 2005 et du 20 octobre 2023 relatifs au développement de politiques concertées en matière d’alphabétisation des adultes, conclus entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à :

1° l’accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d’alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° l’accord de coopération du 20 octobre 2023 modifiant l’accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d’alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l’Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l’Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l’Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l’Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Fr. BERTIRAUX